

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Dossier

N° 355 du 25.05

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Said Mekki : Le lobby inexistant et le Commissariat politique informel.

2 Les Brèves

2-1 L'Amérique et Israël récusent l'interdiction de bombes à sous munitions.

3 Dossier

3-1 Point de vue de Alter Info : Innombrables ont été les crimes de Haganah.

3-2 Point de vue de Youssef Boussoumah : Palestine 1947/48 : la responsabilité française.

3-3 Jean Bricmont : Les guerres et nos rendez-vous manqués.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Des lumières au coeur du blocus.

5 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

5-1 Ramadan Shallah : Israël, se prépare à mener de nouvelles guerres, non à faire la paix.

5-2 Maan News : La conférence pour l'investissement est une normalisation de l'occupation.

5-3 Salingue Pierre-Yves : "Paix comme Palestine"

5-4 Jean Baumgarten : Palestine ... Le partage ou la paix

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Said Mekki : Le lobby inexistant et le Commissariat politique informel.

Ainsi, nous l'avons lu dans l'édition du 19 mai d'hier d'*Algérie-News*, selon un chercheur qualifié de l'Institut Français des Relations Internationales, il n'y aurait pas de lobby sioniste en France. Ce constat est appuyé par un jugement plutôt sévère pour ceux qui penseraient le contraire : ce serait un « pur fantasme ». Il n'y aurait selon l'expert « que des groupes d'intérêts pro-israéliens ». Il n'est pas précisé ce qui est entendu par cette formule : s'agirait-il de cercles d'amis partageant les mêmes convictions, de réseaux d'influence, de sociétés anonymes, de GIE ? Ainsi donc, selon cet observateur éminemment qualifié, la perception d'une sensibilité philo-sioniste dans les médias dominants et à la tête des appareils politiques relèverait manifestement d'une sorte de paranoïa qui affecterait des secteurs de l'opinion particulièrement sensibles aux préjugés les plus répréhensibles.

Dans sa représentation apostolique de la société politique hexagonale, ce chercheur brosse un tableau où les positions des principaux partis et des médias seraient plutôt équilibrées et tendrait à une sorte d'équidistance entre la position d'Israël et celle des palestiniens. À l'appui de sa fulgurante démonstration, il cite comme exemple le fait que des journaux — dont la diffusion est plutôt restreinte — expriment des positions pro-palestiniennes. L'argument ferait sourire s'il n'avait été émis par un citoyen ne se prévalant pas d'une appartenance à une académie aussi prestigieuse que l'IFRI, dont par ailleurs, l'un des dirigeants les plus influents compte parmi les plus ardents et des plus subtils défenseurs d'Israël en France.

On ne fera pas l'injure aux lecteurs d'énumérer les émissions des principaux médias et les lignes éditoriales des plus grands journaux parisiens qui balancent entre apologie directe d'Israël et islamo-arabophobie plus ou moins affirmée. Les téléspectateurs voient et connaissent parfaitement ce personnel médiatico-politique qui constitue, au-delà des différences partisans de plus en plus ténues, une sorte de commissariat politique informel chargé d'énoncer la bien-pensance, la pensée conforme et de formater l'opinion. C'est ce commissariat qui donne le /a des indignations collectives — on l'a vu de manière caricaturale lors de la récente campagne antichinoise — et qui relaie les éloges. Beaucoup de français — de souche française, précisons le en ces temps identitaires — n'en sont pas dupes non plus.

Mais, dans le climat actuel, la moindre critique de cette hégémonie médiatique et politique risque d'entraîner l'accusation la plus infamante, la plus stigmatisante — l'équivalent « laïc » du blasphème — qui soit : celle d'être antisémite. Cela vaut mise à l'index, d'être associé à Adolf Hitler et implicitement complice de génocide. Face à cette bombe atomique verbale, toutes les justifications du monde sont inopérantes. Et le syllogisme marche à plein : être anti-sioniste signifie être anti-juif donc nazi. Inutile de répondre que cet enchaînement est absurde. Cela ajouterait l'accusation de duplicité à l'insulte suprême. Pascal Boniface, directeur d'un autre institut de géostratégie, en avait fait les frais en démissionnant du Parti Socialiste qui, selon lui (mais qui en douterait ?) traiterait le conflit israélo-palestinien de manière « ethnique ». Face au déferlement de critiques qui l'avaient pris pour une cible, il avait publié un livre au titre éloquent : *Peut-on critiquer Israël ?*. La réponse va de soi : il ne saurait en être question.

Dans ce climat peu propice au débat, l'antisionisme, même quand il est le fait de citoyens de confession juive, est confondu allègrement avec antisémitisme. Même Edgar Morin n'a pas échappé à la vindicte de ces milieux. Souvenons-nous des déclarations racistes d'un philosophe de troisième zone érigé par les médias en penseur ultime de la Civilisation lors des émeutes de banlieue en 2006. Ce personnage omniprésent sur les écrans anime une émission sur une radio publique, écrit dans les journaux qui comptent, comme la petite phalange de journalistes, d'écrivains, de philosophes, d'historiens, chargés de l'édification du public. Ils sont dans les conseils d'administration des télévisions « culturelles » et des maisons d'édition les plus importantes. C'est cette élite qui constitue ce commissariat politique informel qui guide la pensée dominante. On les connaît tous sans forcément connaître leurs différentes cartes de visites.

L'expert en question pourra nous répondre, qu'il ne s'agit pas d'un lobby stricto-sensu, au sens américain du terme. Le commissariat politique n'a pas d'existence légale à l'instar de l'AIPAC aux États-Unis. Ce collège recrute par cooptation sur la base de l'identité de vue et de l'adhésion à la même représentation dans les multiples réseaux dans les cercles universitaires et médiatiques. Sa capacité de nuisance est redoutable grâce à son entregent et à un indiscutable savoir-faire médiatique. La diabolisation de Tariq Ramadan avait été un chef d'œuvre de démolition de l'individu, de ce qu'il représente, en permanence soupçonné des pires intentions, et des idées qu'il défend, présentées comme formant une idéologie aussi perverse que dangereuse [1].

Mais est-il besoin de remonter loin dans l'histoire ? L'actualité fournit en permanence de nombreux exemples de ce biais. Quand un député français nostalgique de l'OAS traite les palestiniens de sous-hommes, il n'a droit qu'à une aimable admonestation, en revanche quand un fonctionnaire, le ci-devant sous-préfet Bruno Guigue, publie un article critiquant Israël, il est relevé de ses fonctions avec pertes et fracas. Dans un article publié le 19 mai et intitulé « la France parle au Hamas », Christophe Malbrunot note que selon le Quai d'Orsay « on s'attend à une opposition très forte des partisans d'Israël en France ». Ces partisans selon notre expert ne constitueraient-ils pas un lobby ?

Comment peut-on assener sans sourciller de telles énormités ? L'on pourrait cependant accepter l'idée qu'il ne s'agirait pas d'un lobby mais d'un élément structurant des appareils idéologiques de l'État français, formant avec l'arabophobie un élément significatif des référents communs d'une partie des élites médiatiques. Ces élites éclairées — serait ce aussi le fruit de notre imagination échevelée ? — qui souhaitent célébrer les aspects positifs du colonialisme... Un fantasme de plus

Said Mekki jeudi 22 mai 2008

2-1 L'Amérique et Israël récuse l'interdiction de bombes à sous munitions.

Tandis que Dublin se prépare à accueillir, dès ce lundi, la Conférence internationale sur un traité interdisant les bombes à sous-munitions, les Etats-Unis et Israël ont balayé d'un revers de main toutes ces démarches et se sont déclaré contre l'interdiction de telles armes prohibées.

Les responsables américains et israéliens ont annoncé qu'ils ne participeraient pas à la Conférence de Dublin. Benjamin Chang, porte-parole de la délégation américaine à l'ONU, a précisé que les Etats-Unis étaient contre tout traité de l'interdiction des bombes à sous munitions.

Des représentants de plus de 100 pays, ainsi que des membres de la société civile et des victimes de bombes à sous- munitions se retrouveront lundi à Dublin pour la conférence prévue jusqu'au 30 mai. Les délégations doivent négocier et adopter un traité juridiquement contraignant.

Pour rappel, les Etats-Unis et Israël disposent des plus grands arsenaux d'armes non-conventionnelles du monde, de ces armes aussi dévastatrices que létales.

Selon un rapport qu'a récemment rendu public l'ONU, plusieurs millions de ces bombes ont été larguées dans différents conflits, au Vietnam, en Irak, en Afghanistan, au Liban et au Kosovo, y faisant des milliers de victimes. De tels crimes contre humanité commis par les Etats-Unis et Israël ont fait déferler une vague de protestations de la part de la communauté internationale, et c'est justement dans ce sens qu'elle a plaidé pour la tenue d'une conférence sur l'interdiction des bombes à fragmentations.

Le refus catégorique des Etats-Unis et du régime sioniste à l'adoption d'un traité contraignant sur de telles armes montre encore une fois, leur indifférence totale aux règles et droits internationaux.

Or, le monde est bien conscient de la nature belliciste des Etats-Unis et d'Israël qui n'hésite même pas un instant de massacrer les populations civiles.

Il s'avère donc nécessaire que la communauté internationale prenne rapidement des mesures sérieuses face aux Etats-Unis et au régime usurpateur de Qods, qui menacent la paix et la sécurité internationale

<http://www.alterinfo.net/>

12-05

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue de Alter Info : Innombrables ont été les crimes de Haganah.

Le Centre palestinien lève le voile sur les crimes des bandits sionistes durant la Nakba, la catastrophe de 1948. Ils tuaient des dizaines de captifs palestiniens. Ils pratiquaient également la déportation forcée contre les autres. Ce centre juridique, dans un communiqué publié à l'occasion de la soixantième commémoration de la Nakba, la catastrophe, confirme que les bandits du groupe terroriste Haganah prenaient plaisir à mettre à mort des Palestiniens qui se sauvaient des massacres sionistes pratiqués contre les familles palestiniennes. Les victimes se comptaient par dizaines.

Les bandits de Haganah ont effectivement tué des dizaines de captifs, dont des personnes âgées. Des enfants. Des femmes. Des crimes commis contre toute convention, toute tradition, toute loi, tout accord, tout pacte, toute

religion....

Plus de 55 crimes avaient été commis, déclare ce centre. Le plus connu parmi ces crimes se trouve être le massacre de Dir Yacine.

Les bandits sionistes de Haganah et les forces d'occupation ont mis à mort sur-le-champ des dizaines de captifs palestiniens. Il sont allés jusqu'à percer les ventres de femmes enceintes !

Le Centre palestinien pour défendre les captifs a fait porter la responsabilité de ces crimes et de ces violations à la Grande-Bretagne. C'était elle qui avait laissé la main libre à ces bandits sionistes pour les commettre. C'était elle qui avait publié la déclaration Balfour 1917. Et puis l'occupation israélienne porte la totale responsabilité directe de tous ces crimes contre l'humanité.

Le cheikh Al-Bitawi : La Nakba est le plus grand crime du vingtième siècle

Le cheikh Hamed Al-Bitawi, député dans le Conseil législatif palestinien représentant le groupe "Le changement et la réforme", considère la catastrophe de la Palestine comme étant "le plus grand crime du vingtième siècle". "La déportation dont nous avons été le sujet est un homicide. Un homicide pratiqué avec des soutiens intérieurs et extérieurs. La Nakba, la catastrophe, ajoute-t-il, est le résultat des crimes commis par l'occupation israélienne, l'Europe, les Etats-Unis et tous les dirigeants arabes. Les Musulmans portent également une part de responsabilité dans notre catastrophe.

Il est vrai qu'il y a une dizaine de millions de Palestiniens vivant partout, à l'intérieur ou en exil, mais ils sont persuadés que l'occupation prendra obligatoirement fin comme toutes les occupations de l'Histoire".

"Le simple fait de notre existence représente, en elle-même, un message envoyé au monde entier. Ce message dira que les tous les Palestiniens n'ont qu'un seul souci, qu'une seule patrie... Tout les Palestiniens commémorent de la même façon la Nakba. Tous vivent les mêmes souffrances. Tous ont perdu leur patrie", exprime le cheikh.

Zohaïr Ad-Dab'i a participé avec le cheikh Al-Bitawi à la commémoration de la Nakba, à Naplouse. Il insiste, de son côté, sur la nécessité de mettre un terme à l'état de division duquel souffre la scène palestinienne. La solution, pense-t-il, réside dans l'union nationale.

Finalement, Ad-Dab'i indique que soixante ans après la Nakba, nous ne baissons pas les mains, ni ne quittons notre droit de retourner dans notre patrie. Nous restons attachés à notre patrie. Nous devons reconnaître que le camp ennemi est fort. Discriminatoire. Sanguinaire...

Cheikh Salah confirme l'attachement du peuple palestinien à ses droits

Le cheikh Raïd Salah, président du Mouvement Islamique dans les territoires palestiniens en 1948, dit qu'à la soixantième commémoration de la Nakba, la catastrophe, le peuple palestinien reste attaché à son droit dans la sainte ville d'Al-Quds et au droit des réfugiés de retourner à leur terre.

C'est un droit inchangeable, personne ne pourra le changer, exprime-t-il. Pour cette raison et contre l'oubli, le Mouvement Islamique a préparé une liste d'activités.

Et pour ce qui est des Palestiniens vivant dans les territoires palestiniens occupés en 1948, l'établissement sioniste, dit Salah, avait cru qu'il pourrait les judaïser et leur faire perdre leur identité arabe et islamique. Et bien, il avait tort. Maintenant, ces Palestiniens ne sont plus une minorité. Dans sept ans seulement, ils seront au même nombre que les Juifs, estiment les Sionistes eux-mêmes, avec toute la frayeur que cela provoque en eux.

Avec un regard de l'intérieur de l'Entité Sioniste, on remarque facilement que le projet sioniste a déjà montré ses limites. Il s'écroule jour après jour.

Quant à l'avenir des Arabes des territoires palestiniens occupés en 1948, le cheikh Salah se voit optimiste. "Nous restons sur notre terre, dans nos maisons, dans nos établissements. Nous continuons à bâtir notre société. Une société civile endurente et possédant le pouvoir de répondre à tous les besoins quotidiens dans tous les domaines", ajoute-t-il.

"En somme, je sens, continue le cheikh Salah, que nous avançons vers l'avenir. Cet avenir n'est pas sans danger. Il est plein de dangers. Le plus grand parmi eux est la volonté politique grandissante dans la société israélienne visant à nous déporter"

<http://www.alterinfo.net/>

3-2 Point de vue de Youssef Boussoumah : Palestine 1947/48 : la responsabilité française.

Le 29 novembre 1947, l'assemblée générale de l'Onu à New York, « recommande », le partage de la Palestine encore sous mandat britannique, en deux Etats indépendants et hétérogènes.

La majorité des délégués a ignoré le refus du peuple palestinien. Cette décision fondamentale va ouvrir la voie à la proclamation unilatérale de l'Etat d'Israël par David Ben Gourion, le 15 mai suivant.

De nombreux Etats, (notamment la Belgique ou certains pays d'Amérique centrale) de tradition catholique votaient usuellement comme la France, protectrice des chrétiens d'Orient. Le vote de la « fille aînée de l'Eglise » était donc attendu avec impatience ; il s'avéra déterminant pour l'avenir de la Palestine.

Comment interpréter la décision française dans une France encore taraudée en 1945 par plus de 5 années d'un virulent antisémitisme d'Etat et où, y compris pour de nombreux patriotes, les juifs constituent, au mieux, un peuple à part devant « retourner chez lui » en Palestine, au pire, un corps étranger ? Cette décision est évidemment à chercher en dehors de tout sentiment de compassion à l'égard des victimes du génocide commis par le nazisme.

Si le fait qu'en 1947 il reste dans les camps de personnes déplacées (D.P.) 250 000 juifs rescapés des camps de la mort inquiète au plus haut point les gouvernements européens, ce n'est pas en raison de leurs conditions de vie déplorables mais par peur des troubles sociaux et politiques qu'ils pourraient engendrer s'ils étaient libres de leurs mouvements. Aussi, la seule question qui vaille aux yeux des gouvernements européens est celle de trouver une terre d'accueil pour ces personnes déplacées. Cette préoccupation est d'autant plus obsédante que les Etats Unis leur ont fermé leurs portes.

C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter le vote français en faveur de la création d'un Etat juif. C'est aussi dans celui d'un empire colonial en déclin.

A l'ONU, lors du 1er tour de scrutin, la France, par la voix de son représentant à New York, Alexandre Parodi, et sur instruction expresse du ministre des Affaires étrangères et ministre des colonies, Georges Bidault, s'est prononcée pour l'abstention. Le ministre est alors très inquiet des réactions que la décision française pourrait entraîner chez les musulmans d'Afrique du Nord. Il craint surtout la possible relance d'une agitation nationaliste endémique qui, malgré la répression, ne faiblit pas. Une position de la France, « puissance musulmane » « trop en flèche » sur le dossier palestinien, c'est-à-dire en faveur du projet sioniste, ne risquerait-elle pas de raviver les braises des « événements » de Sétif et Guelma en Algérie (1945) ou celles des troubles récurrents du Maroc interroge Bidault ? Face à lui, des personnalités comme le ministre de l'intérieur socialiste Edouard Depreux, Daniel Mayer président de la ligue des droits de l'Homme mais surtout Léon Blum, leader socialiste vénéré, ancien président du conseil et militant sioniste de longue date, sont partisans du partage. Afin de calmer l'agitation nationaliste au Maghreb, il faut, pensent-ils, que soit écrasée en Orient la toute nouvelle Ligue des Etats arabes. Celle-ci est devenue dans la vie politique française une obsession ; on la fantasme dotée d'une puissance qu'elle n'a pas ; on croit deviner son ombre derrière le moindre mouvement de protestation indigène.

L'Etat d'Israël pour casser la résistance arabe

Les timides remontrances de la Ligue arabe à l'encontre de la violence coloniale en Afrique du Nord lui valent de faire l'unanimité contre elle en France - du PCF à la droite la plus anti communiste - et d'être qualifiée par tous de « machine de guerre anti-française ». Contenir et mettre en échec la Ligue arabe en Palestine, afin de faire pièce à son action en Afrique du Nord, c'est là tout le sens de la stratégie que préconise Léon Blum. Dans la nuit du 28 au 29 novembre, réveillant Vincent Auriol (président de la République) afin qu'il fasse pression sur A.Parodi à l'ONU, il lance un vibrant appel où il lie les deux situations, Maghreb et Machrek : « Rien ne serait plus dommageable pour notre domaine d'Afrique du Nord » dit-il, « qu'une marque de débilité de notre part en Palestine. Il faut briser la résistance arabe ». Il est entendu. La France s'exprime, au second tour, pour le partage entraînant dans son sillage plusieurs votes identiques. Compte tenu du rapport de force à peu près égal avant cette décision, le vote français fit pencher la balance.

Le coup de fil de Léon Blum ne fut pas forcément décisif ; la décision de changer la position française et de contourner Bidault après le 1er tour avait déjà été prise. Mais cet appel au président n'en apporte pas moins un éclairage remarquable sur l'état d'esprit qui fait alors consensus et sur les motivations de la décision française : la question coloniale. Donnée fondamentale pour ce pays confronté à l'effondrement de sa puissance d'avant guerre et qui doit au même moment faire face à des révoltes indigènes de plus en plus fréquentes : Indochine, Madagascar, Afrique du Nord.

En fait, une coalition hétéroclite de partis, de mouvements et d'individus s'est mise en place, dès 1946, apportant son soutien à la création de l'Etat d'Israël. Un engouement d'autant plus suspect qu'il rassemble dans une même ferveur vrais résistants et authentiques collaborateurs. Tous réunis contre « les féodaux arabes ». (A l'exception notable de certains milieux chrétiens, dont le remarquable hebdo « Témoignage chrétien » : celui-ci sut exceller dans la défense du peuple palestinien de la même façon qu'il sut avec courage combattre l'antisémitisme de Vichy.) Les sionistes ont très tôt reçu une aide politique et matérielle considérable. Ils ont pu installer leur logistique au su et au vu de la police française. Station de radio émettant en direction de la Palestine, camps d'entraînement à l'émigration et aux armes. Bases d'embarquement vers la Palestine (le transport l'Exodus partira en 1947 de Port de Bouc), dépôts d'armes (dont beaucoup proviennent de stocks ayant appartenu à la résistance y compris la résistance communiste des FTP) et convoyage de celles ci vers la Palestine (à partir d'Ajaccio, entre autres, grâce à Maurice Papon, préfet de Corse en 1947). Le sud de la France s'est trouvé rapidement transformé en base arrière de la guerre contre les Arabes de Palestine. En contrepartie, des accords furent conclus avec les sionistes qui s'engageaient à aider la France contre les menées « anti-françaises » des nationalistes du Maghreb et des... Anglais.

Les intellectuels aux côtés d'Israël

La très grande majorité des intellectuels français, Jean Paul Sartre et Simone de Beauvoir en tête (ils militent tous deux dans un groupe sioniste extrémiste « le comité hébreu de libération nationale ») mais aussi Albert Camus, (directeur de Combat), Jules Romain où Sacha Guitry (ayant quelques « faiblesses » Vichyssoises à se faire pardonner) s'engagent aux côtés du mouvement sioniste. La fille du ministre socialiste de l'intérieur, E.Depreux, milite à l'Irgoun, un groupe terroriste dirigé par Menahem Begin. Des écrivains comme Arthur Koestler ou Joseph Kessel partent aux côtés de la Haganah de Ben Gourion. Le 18 mai 1945, quelques jours après la proclamation de l'Etat d'Israël, un meeting « émouvant » regroupe au Vel' d'Hiv' - terrible ironie de l'Histoire - les partis communiste et socialiste qui ont fait taire pour l'occasion tous leurs différends. « Deux mille ans après la perte de son indépendance nationale, l'Etat juif est né » titre sans rire la presse communiste, pour qui cet Etat sera assurément un allié de l'URSS dans la guerre froide. Dans le même temps, l'expulsion des deux tiers du peuple palestinien de ses villes et villages - dès le 9 avril 1947 avec le massacre du village de Deir Yassin - ne rencontre

que mépris ou indifférence, hormis chez quelques rares intellectuels comme l'islamologue Louis Massignon N'est-il pas temps de revenir sur cette responsabilité française ?

Youssef Boussoumah

<http://indigenes-republique.org/>

jeudi 15 mai 2008

3-3 Jean Bricmont : Les guerres et nos rendez-vous manqués (Interview du PR Jean Bricmont par Pablo Rodriguez) .

Jean Bricmont, nous livre ici, avec ce mélange d'impertinence et lucidité que lui sont propres, quelques réflexions ses options dans les luttes politiques de notre temps

Pablo Rodriguez : La Palestine, le Liban, les populations irakiennes plongent devant nos indifférences dans des souffrances indicibles. Pendant ce temps, nos gouvernements et nos médias axent leurs discours sur les propos du président iranien ou les frasques de tel ou tel politicien. Ne sommes-nous pas témoins de l'amorce d'un néo-totalitarisme médiatique capable de gérer sans limites les opinions publiques ?

Jean Bricmont : Pour ce qui est du président iranien, il faut rappeler qu'il n'a pas appelé à la "destruction d'Israël" mais a simplement cité Khomeiny qui souhaitait que le "régime qui occupe Al Qods (Jérusalem) s'efface de la page du temps"(2), ce qui est nettement plus poétique et tout à fait en accord avec les "valeurs occidentales" qui prônent des "changements de régime" un peu partout dans le monde. Quand on leur pose la question (ce que bien peu de journalistes occidentaux osent faire), les Iraniens donnent comme exemple d'"effacements de régime" la chute de l'URSS et le renversement du Chah et de Saddam... De plus, que proposent-ils en ce qui concerne la Palestine ? Un référendum sur son statut, auquel participeraient tous les habitants actuels de cette région, mais aussi les Palestiniens chassés en 1948 et leurs descendants. Curieusement, cette proposition est ignorée par les adorateurs de la démocratie en Chine et de l'autodétermination des peuples au Tibet. Pour ce qui est du "néo-totalitarisme médiatique", je n'y crois pas ; tout d'abord, si j'y croyais, je ne passerais pas mon temps à écrire dans le Drapeau Rouge ou ailleurs. C'est vrai qu'il faut considérer en gros les médias comme des ennemis et pas des amis (avec néanmoins d'importantes exceptions parmi les journalistes), mais ils ne sont pas invincibles : Chavez a les médias contre lui, mais a gagné bon nombre d'élections. Le référendum constitutionnel de 2005 en France a été soutenu par les médias, mais a été rejeté par la population. L'idée que les médias sont invincibles, très répandue à gauche, permet d'entretenir le défaitisme structurel, combiné à des attentes eschatologiques (l'attente d'une catastrophe écologique globale, ou de nouvelles "invasions barbares", venues du tiers-monde, ayant souvent remplacé le mythe de la révolution prolétarienne) qui sont à la fois le symptôme et la cause de notre impuissance.

Pablo Rodriguez : N'avons-nous pas des initiatives urgentes à prendre pour contrecarrer cet état des choses et ne pas devoir nous résigner au règne de cette pax americana ?

Jean Bricmont : Nous ne pouvons évidemment pas contrer les guerres américaines à la place des citoyens américains (pas plus que nous ne pouvons résoudre le problème du Tibet). Mais nous pouvons cesser d'être alignés sur les Etats-Unis (et sur Israël). Le premier objectif d'une véritable gauche devrait être de rassembler toutes les forces qui s'opposent à cet alignement. Ces forces sont nombreuses, mais elles sont dispersées, à droite et à gauche, et sont moins bien organisées que les forces pro-américaines. Mais évidemment, il ne s'agit pas d'essayer de faire de l'Union européenne une nouvelle puissance à l'instar des États-Unis. Le monde n'a pas besoin d'une deuxième Amérique. Trop d'Européens qui désirent l'indépendance l'envisagent justement sous la forme de la création d'une deuxième Amérique, une autre super-puissance, surarmée, en posture d'hostilité constante face au reste du monde et, à terme, participant à la course aux armements face aux États-Unis. Le rôle possible et nécessaire de l'Europe est très différent. Il y a au moins trois choses que l'histoire du 20ème siècle a apprises, ou devrait avoir apprises, aux Européens : une guerre est plus facile à commencer qu'à terminer ; la notion de guerre préventive n'est pas acceptable ; la décolonisation a fait échapper la plus grande partie du monde à notre contrôle. Quoi que nous pensions de la Chine, de l'Inde, de la Russie, du monde musulman, de l'Afrique ou de l'Amérique Latine, le fait est que nous devons vivre avec le reste du monde et non contre lui. Cela doit nous amener à renforcer la diplomatie et la négociation, au lieu des menaces et des ultimatums.

Par ailleurs, et c'est un autre combat dans lequel devrait s'investir la gauche, il faut cesser de suivre un modèle socio-économique (américain) dont le succès apparent dépend d'un surendettement chronique et est impossible à imiter, car lié au rôle dominant joué par le dollar. De plus, le coût humain en termes d'inégalités, d'incarcération, de gaspillage, de bas niveau de l'enseignement et d'insécurité sociale du "modèle américain" et de sa perpétuelle course aux armements ne peut pas être sous-estimé. Allant à l'encontre de ce modèle, il faut approfondir le "modèle européen" de bien-être social, qui donne la priorité non pas à notre "compétitivité", en favorisant les profits, mais aux besoins de nos propres travailleurs, malades, retraités et enfants. Il faut fonder la cohésion sociale sur l'égalité et la sécurité d'existence.

A terme, il faut reposer la question du "socialisme du 21ème siècle", comme dirait Chavez. Mais sans chercher à l'imiter. La grande erreur du "socialisme du 20ème siècle", du moins dans la gauche radicale, a été de confondre socialisme et développement accéléré de pays peu développés, comme l'URSS ou la Chine, puis de se disputer indéfiniment sur la question de savoir qui avait trahi quoi et qui il fallait "soutenir" dans des régions du monde sur lesquelles nous n'avions aucune influence. Il faut reposer la question de ce que pourrait être le socialisme dans

des pays capitalistes développés comme les nôtres. Commencer par défendre l'indépendance de l'Europe par rapport aux Etats-Unis et à sauver ce qui peut encore l'être de notre modèle social serait un bon début. Mais tout cela supposerait une révolution culturelle dans les mentalités de la "gauche". Il faut cesser de mélanger utopies, même désirables (un monde sans frontières), et politique. Et il faut cesser de jouer sur la culpabilisation – en accusant gratuitement la droite d'être raciste, fasciste, sexiste etc. L'échec du "socialisme scientifique" a donné naissance à un nouveau socialisme utopique ; mais celui-ci est une impasse, indépendamment de l'échec de l'URSS. Cet échec n'a pas montré que Marx avait tort quand, dans L'Idéologie Allemande, il critiquait l'idéalisme et l'utopisme. Il faut sortir d'un discours purement moral pour (re)commencer à faire de la politique. Cela suppose une vaste mobilisation d'intellectuels qui chercheraient, comme l'a fait la droite lorsque celle-ci était faible, à proposer une série de mesures concrètes, à court et à moyen terme, plus ou moins réalistes, mais faites dans un esprit radical ("socialiste"). C'est seulement ainsi que la gauche pourra regagner de la crédibilité et reconstruire une forme d'hégémonie intellectuelle, comme celle qui a existé après-guerre. Vu l'état de confusion intellectuelle et de découragement qui règne actuellement, ce projet semble impossible ; mais, comme on disait en '68, exigeons l'impossible !

Pablo Rodriguez : Quelle perspective voyez-vous dans les forces anti-guerre aux Etats Unis, au sein du pays agresseur ? Percevez-vous des nuances significatives à ce propos parmi les candidats présidentiels et en particulier entre Obama et Hillary Clinton ?

Jean Bricmont : Dans une élection il faut distinguer trois choses : ce que souhaite l'électorat quand il vote pour X, ce que X souhaite faire et ce que X peut faire une fois élu, étant donnés les rapports de force. Si X = Obama (le seul cas intéressant), ceux qui le soutiennent veulent sans doute un changement net, tant sur le plan intérieur que sur le plan international. Certains de ses discours sont impressionnants (et même à gauche d'une bonne partie de la gauche européenne).

Pour un politicien américain, alors que les autres voient souvent leurs conflits avec le reste du monde comme un conflit entre le Bien et le Mal, un peu comme notre "gauche" le fait avec la Chine, Obama est très peu manichéen. Ce qu'il souhaite faire, je n'en sais rien, mais on peut être sûr que ce n'est pas un espèce de Chavez caché, qui se révélerait comme "radical" une fois élu. Finalement, que pourrait-il faire dans ce cas ? Un président n'est pas un dictateur et je ne vois absolument pas comment il pourrait, en ce qui concerne le Moyen-Orient par exemple, changer grand chose à la politique américaine de soutien systématique à Israël, tant le poids structurel (au Congrès, dans l'intelligentsia et les médias) des groupes de pression sionistes bloque tout changement. Et, sur le plan intérieur, il se heurtera aussi à la pression des lobbies industriels, à l'indépendance structurelle des marchés financiers (créée par les "réformes" faites depuis les années Clinton, si pas avant) et à la totale soumission des médias et des intellectuels aux dogmes néo-libéraux. La démocratie est une belle chose, à condition de ne pas se faire trop d'illusions sur ce que cela veut dire : oui, on peut vendre le Drapeau Rouge, et dire plus ou moins ce qu'on veut dans les cafés. Mais de là à croire que la population peut réellement peser en votant sur les décisions qui la concernent, il y a un pas qu'il vaut mieux ne pas franchir. Le principal problème que poserait l'élection d'Obama, c'est que les pro-Américains en Europe auraient ainsi une magnifique possibilité de se lancer dans une campagne d'apologie de l'Amérique, antiraciste, "multiethnique", etc.

Propos recueillis par Pablo Rodriguez

Jean Bricmont, est professeur de physique théorique à l'Université catholique de Louvain
Il fait partie de ces scientifiques engagés dans les grands débats de notre époque.

Auteur de plusieurs ouvrages dont un Cahier de l'Herne consacré à Noam Chomsky

samedi 17 mai 2008 : [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca),

15 mai 2008 : Le Drapeau Rouge (Belgique), no 22

<http://bellaciao.org/fr/>

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Des lumières au coeur du blocus.

Le Dr.Kamil el Shami est Professeur d'université et écrivain dans la Bande de Gaza

Le blocus imposé aux Palestiniens à cause de l'occupation n'est pas nouveau. Dans le passé, il dominait un jour ou deux puis la vie continuait, mais aujourd'hui il a duré plus de 10 mois.

Le siège des universités et des collèges aussi n'est pas nouveau, il existe depuis leur création.

Je me souviens d'un matin où je donnais une conférence à l'université de Birzeit il y a quelques années.

L'université était assiégée.

J'ai pris le chemin à travers la montagne, terre rouge couverte d'oliviers, pour me diriger vers Ramallah.

Après plus d'une heure passée à courir et à grimper, après être passé près du camp de réfugiés de Jalazone ~ également encerclé ~ je suis arrivé au centre ville de Ramallah. Et avant de pouvoir reprendre mon souffle, j'ai vu des gens courir dans tous les sens, j'ai vu les soldats d'occupation courir également.

J'ai aussitôt pris la direction opposée jusqu'à la station de taxis pour Gaza afin de rejoindre rapidement ma famille.

De retour à Gaza, je suis passé par l'université islamique, la seule en ce temps-là dans toute la bande de Gaza, pour rendre visite à mes collègues du département de géographie. Malheureusement, l'université a, elle aussi, été

assiégée peu de temps après mon arrivée et je n'ai pu la quitter que tard le soir pour rentrer à la maison et rejoindre ma famille.

Depuis plus d'un mois, les klaxons des voitures ont diminué, les avertissements sonores des autobus qui transportent les étudiants des universités et des collèges ont baissé de volume et même les arrêts sont désertés, comme si plus personne n'était là faute de manque de carburant.

En dépit de cette triste scène, les jeunes tiennent à poursuivre leurs études. Malgré les circonstances, malgré la situation économique désespérée, malgré la pauvreté généralisée, malgré le chômage, malgré la pénurie des denrées essentielles à la vie, malgré le manque de moyens de transport découlant du manque de carburant et du prix élevé sur le marché noir...

Les cours ont réussi à reprendre après deux semaines d'interruption.

Pour cette raison, l'université a élaboré un plan pour soulager un peu le quotidien des étudiants : réduction de la durée du semestre, annulation des congés, rattrapage et mise en oeuvre des horaires de cours ainsi que des sommes d'argent symboliques allouées aux compagnies d'autobus pour les inciter à assurer coûte que coûte leurs transports.

Malgré ces dispositions, les étudiants font face à de lourds problèmes et la moitié d'entre eux, ne bénéficiant pas des services de bus, doivent venir aux cours par leurs propres moyens.

Samah, étudiante en histoire-géographie en troisième année à l'université Al Aqsa, quitte la maison à 6h30 du matin. Elle habite à environ six kilomètres de l'université. Elle fait une heure de marche à pied puis elle attend une heure ou plus sur le bord de la route pour trouver une voiture et elle arrive souvent en retard à son cours. Et la même procédure se répète pour rentrer chez elle. Et bien que le coût des transports ait triplé, elle veut continuer jusqu'à la fin.

Dr Nazmi Abu Mustafa, professeur de santé mentale à Al Aqsa, souffre d'enflures aux pieds en raison de ses longues heures de marche pour arriver à ses cours.

Les graves pénuries de carburant empêchent le fonctionnement des générateurs et des voitures privées, nécessaires à l'université. Sans oublier le manque de mobilier de bureau, d'ordinateurs, de télécopieurs et de toutes sortes d'articles de papeterie, en particulier des feuilles utilisées pour les examens.

Le manque d'encre pour les imprimantes utilisées à l'intérieur et à l'extérieur de l'université et qui ont pour mission d'imprimer des livres et des études scientifiques, ce qui provoque un manque grave de livres universitaires dans la Bande de Gaza.

Dans la Bande de Gaza, on trouve 5 universités et plus de 10 collèges scientifiques et techniques fréquentés par près de 75 000 étudiants.

Plusieurs milliers de personnes y travaillent également : administrateurs, professeurs, techniciens etc.

Les universités et les collèges contribuent à assurer les besoins du marché du travail grâce aux diplômés de tous domaines.

19-05-2008

Dr. Kamil el Shami > shamikamil@yahoo.com

<http://www.ism-suisse.org/news/>

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Ramadan Shallah : Israël, se prépare à mener de nouvelles guerres, non à faire la paix.

Interview de Ramadan Shallah, secrétaire général du Jihad islamique (Watan – Oman / Sharq – Qatar)

L'image du Super Israël, implanté dans la terre comme si cela était un décret divin auquel nul ne peut s'opposer, dans l'esprit de ceux qui en ont peur, de lui et des Etats-Unis, ne leur a pas laissé l'occasion d'écouter notre point de vue ou de lire notre vision sur l'avenir d'Israël, surtout lorsqu'ils y perçoivent les traces du Coran ou de l'histoire.

Question : *Soixante ans après la création de l'Etat d'Israël, qu'est-ce qui a changé quant la vision israélienne d'abord de son existence dans la région, du point de vue stratégique, et sa vision ensuite de la paix avec les Palestiniens et les Arabes, plus généralement ?*

R. Shallah : A notre avis, concernant la vision israélienne relative à l'existence de l'entité israélienne dans la région, nous pouvons distinguer trois étapes essentielles : **la première** est celle du refus absolu d'Israël, où le conflit était dénommé conflit arabo-israélien. Cette étape fut caractérisée par l'unanimité de la nation à refuser l'existence d'Israël, malgré les failles limitées réalisées par Israël en nouant des relations secrètes avec quelques parties arabes. Mais ces failles n'ont pas changé la réalité de cette étape, qui est celle du refus absolu, où le fait de contacter Israël était considéré comme une trahison suprême.

La seconde étape commence en 1979, avec la signature par Sadate du traité de paix avec Israël. Dès cette date, certains marquent la fin de ce qui a été dénommé le conflit arabo-sioniste ou israélien, et le début de ce qui a été appelé le conflit palestino-israélien. Au cours de cette étape, le régime arabe est sorti du conflit, et la région

est entrée dans ce que nous pouvons appeler la reconnaissance ou l'admission d'Israël par la contrainte. Cette reconnaissance débuta avec Sadate et atteint son apogée avec la signature de l'accord d'Oslo, suivi par d'autres Etats arabes qui signaient des accords officiels, ou établissaient des relations non officielles avec Israël. C'est l'étape dominante jusqu'à présent.

Mais il y a aussi **une autre étape**, dans la conscience ou l'imaginaire israélien, qui n'a pas commencé, celle de l'admission d'Israël volontairement, dans le sens où l'image d'Israël, en tant qu'Etat envahisseur, étranger et implanté dans le cœur de la nation, malgré elle, soit supprimé de la conscience des peuples et des dirigeants de la région, et qu'il soit perçu comme un Etat normal, voisin, ami, comme tout autre pays arabe ou musulman. C'est le prix qu'Israël veut obtenir pour faire la paix dans la région, selon la vision israélienne. La paix qui se base sur la liquidation de la question palestinienne et l'ancrage d'Israël en tant que grande puissance dans le cœur de la région.

Mais, malheureusement pour Israël et ses alliés, le projet de règlement dont il a rêvé pour parvenir à la troisième étape a fait face à une résistance et un refus puissants, et même plus, car la région a assisté, avec les mouvements de la résistance islamique, à un retour à l'étape du refus absolu d'Israël. Dans le cadre de la lutte entre deux visions dans la région, le refus absolu ou l'acceptation absolue d'Israël, l'entité sioniste a reçu des coups douloureux lors de la victoire de la résistance au Liban en 2000, le déclenchement de l'intifada al-Aqsa en 2000 et la défaite cuisante lors de la guerre de juillet 2006, au Liban... Tout ceci a porté un coup au prestige d'Israël et de son armée, en touchant à la force de frappe israélienne, modifiant du coup la priorité d'Israël, et décevant ceux qui appelaient à un règlement en comptant sur lui.

Le sentiment d'être étranger dans la région et la peur de l'avenir rendent Israël incapable de payer le moindre prix pour la paix à laquelle les Arabes ont appelé par le biais de l'initiative arabe. Donc, les priorités israéliennes dans la région consistent à récupérer sa force de frappe militaire, à élargir la zone de son acceptation par la contrainte, et la réalisation de nouvelles failles dans le corps arabe. Il regarde du côté des pays du Golfe, et notamment de l'Arabie saoudite, pour réaliser un alliance américano-israélo-arabe pour faire face aux forces de la résistance et du refus, représentées par l'Iran, la Syrie, le Hezbollah, Hamas, le Jihad islamique et les autres organisations de la résistance en Palestine, se préparant à une guerre pour récupérer son prestige sioniste dans la région.

En résumé, nous pouvons dire qu'Israël, soixante ans après sa création, se prépare à mener de nouvelles guerres, non à faire la paix. Il n'est pas nécessaire que la guerre éclate demain ou dans quelques mois, mais cette guerre est inéluctable, à notre avis, et le moment zéro sera atteint lorsqu'il sentira que le prix à payer pour maintenir la situation actuelle, avec le danger pour sa sécurité que cela comporte, sera plus élevé qu'une guerre régionale qu'il déclencherait. A notre avis, Israël n'est pas encore parvenu à ce point, mais nous considérons qu'il l'atteindra.

Interview complete en Pièce jointe

Ramadan Shallah

15-05-2008

5-2 Maan News : La conférence pour l'investissement est une normalisation de l'occupation.

Des organisations de la société civile palestinienne ont mis en garde dimanche contre ce qu'elles ont appelé "des tentatives pour se servir du peuple palestinien comme d'un pont pour des investissements entre le monde arabe et Israël sous la forme de la normalisation".

." Ils faisaient référence à la **Palestine Investment Conference**, qui doit commencer à Bethléem mercredi.

Le réseau des organisations de la société civile palestinienne et la fédération des associations de bienfaisance palestiniennes, ainsi que des députés comme **Khalida Jarrar**, du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP), et **Mustafa Barghouthi**, secrétaire général de l'Initiative Nationale Palestinienne ont signé une déclaration conjointe à ce sujet, dans laquelle ils disent :

"Au sujet des zones industrielles dont les Israéliens détermineront la localisation et la légalité, elles ne serviront que les intérêts israéliens au lieu de résoudre le problème du chômage, massif parmi les Palestiniens."

Destinée à battre le rappel de capitaux pour les projets du secteur privé dans les territoires palestiniens occupés, la conférence espère attirer des centaines d'investisseurs et entrepreneurs, du Moyen Orient et du monde entier. Selon la déclaration, le bénéfice de la conférence contredira les attentes que la conférence améliore l'économie palestinienne en préparant la route pour projets d'investissement.

La déclaration ajoute que "la création d'une notion illusoire qu'un accord de paix améliore la situation économique" ne fera qu'approfondir le sentiment de frustration parmi le peuple palestinien.

Source : [Maan News](#)

19-05-2008

Traduction : MR pour ISM

<http://www.ism-suisse.org/news/article.php?id=8986&type=communiqu&lesujet=Collabos>

5-3 Salingue Pierre-Yves : "Paix comme Palestine" ?

Un mouvement anticolonial soutient la lutte de libération menée par le peuple opprimé pour mettre fin à l'occupation et pour pouvoir user de son droit à disposer de lui-même.

Ce n'est pas une « question complexe »

C'est une position anti-impérialiste élémentaire.

Pour tous ceux qui refusent l'injustice subie par le peuple palestinien, 2008 aurait pu être l'occasion de relancer une mobilisation essouffée par le sentiment d'impuissance provoqué par la dégradation dramatique de la situation des Palestiniens.

Non qu'il y ait quoi que ce soit à « célébrer » en 2008 et surtout pas la proclamation de l'Etat d'Israël, cette étape essentielle du nettoyage ethnique de la Palestine.

Mais, 60 ans après la Naqba, quelles que soient la noirceur du tableau et l'ampleur de la tragédie palestinienne actuelle, les militants engagés dans le soutien à la lutte du Peuple palestinien ont constaté un changement, encore hésitant mais prometteur, dans le camp palestinien.

Depuis l'appel au boycott d'Israël [1] lancé par 170 organisations palestiniennes en juillet 2005, des militants palestiniens ont multiplié les appels et les initiatives[2]

Ils ont progressivement défini les éléments structurant une démarche de reconstruction d'une stratégie de lutte contre la fragmentation de la société palestinienne :

- Le refus du mythe selon lequel les négociations avec Israël étaient la seule voie possible.

- L'unité globale du peuple palestinien, de sa terre et de sa cause, quelles que soient sa dispersion et sa fragmentation actuelle.

- L'exigence incontournable du droit à l'autodétermination et du droit au retour des réfugiés.

- Le refus de reconnaître Israël en tant qu' « Etat juif ».

- Le refus de la colonisation et de l'occupation de toutes les terres arabes

- Le rejet de toute normalisation des relations avec l'occupation coloniale et ses institutions.

- La condamnation de toutes les tentatives des donateurs occidentaux visant à établir des « projets d'échange » communs à l'opresseur et aux opprimés, sous les termes trompeurs de « dialogue pour la paix »

Sans jamais remettre en cause la légitimité de la résistance armée à l'occupation, ces militants ont estimé que, si ces actions armées recueillaient une sympathie populaire, elles ne permettraient pas une participation directe à la lutte de la part de la population présente sur la terre de Palestine de même que celle des Palestiniens vivant en exil. L'appel au boycott, au désinvestissement et aux sanctions permettait à un mouvement de soutien international d'exister réellement, non comme l'auxiliaire d'un hypothétique « processus de paix » mais comme un acteur pouvant contribuer à remettre en cause le rapport de forces et à aider réellement les Palestiniens par des actions durables et efficaces pour isoler l'Etat d'Israël.

Mais en France, ces appels sont restés lettre morte. Ni la Plate-forme des ONG, ni le Collectif national pour une paix juste entre Palestiniens et Israéliens, ni la plus importante des associations françaises de solidarité (AFPS) n'ont voulu les reprendre. On doit même constater que les responsables du mouvement de solidarité ont de plus en plus pris leurs distances avec les militants palestiniens qui les interpellaient sur les motifs de leurs hésitations et sur les raisons de leur inaction.

L'initiative « Paix comme Palestine » en est aujourd'hui l'illustration, tant dans le choix des invités politiques que dans le contenu du message que les organisateurs ont décidé de faire passer.

Voici donc une « campagne pour la Palestine » où on ne trouvera pas les expressions suivantes : « nettoyage ethnique », « Etat colonial », « projet sioniste », « soutien à la résistance du peuple palestinien », « droit au retour des réfugiés dans leurs foyers », « boycott d'Israël »

Ils disent vouloir « la paix », mais ils ne veulent pas du retour des réfugiés.

Pour qui souhaite réellement aider les Palestiniens à recouvrer leurs droits et notamment leur droit à l'autodétermination, ces « 60 ans » n'avaient de sens que dans l'affirmation sans ambiguïté d'une solidarité totale avec les exigences constantes du Peuple palestinien dans sa résistance à la conquête coloniale et au nettoyage ethnique. Au cœur de ces droits, le Peuple palestinien a placé la question des réfugiés. Pas seulement à cause de leur nombre, même s'ils représentent aujourd'hui les 2/3 des Palestiniens, mais parce que, comme l'a si bien exprimé Hussam Khader, « la cause des réfugiés est la substance même de la cause palestinienne »

C'est pourquoi le droit au retour des réfugiés occupe une place décisive, à la fois dans l'affirmation de la résistance populaire au nettoyage ethnique et dans l'expression du refus de reconnaître la légitimité de « l'État juif » : Pour les Palestiniens, l'abandon du droit au retour signifierait la victoire totale du projet colonial sioniste et donc leur disparition en tant que peuple.

Et c'est aussi pourquoi la question des réfugiés est devenue la cible d'une offensive généralisée visant à éradiquer cette réalité qui est la marque identitaire du conflit et le symbole vivant de l'illégitimité du projet colonial sioniste imposé aux peuples arabes par la force des armes avec le soutien de l'Impérialisme.

Par son vote du 29 novembre 1947, contre la volonté affirmée de la population arabe palestinienne majoritaire, l'ONU a volé sa terre à un peuple qui l'habitait et la travaillait depuis des siècles pour la donner aux partisans d'un projet colonial, au nom du « droit à un État » d'un « peuple juif » qui n'existait que comme une construction idéologique du nationalisme réactionnaire sioniste.

En privant les Palestiniens de leur droit au retour, il s'agit bien d'anéantir leurs racines, de les déposséder de leur Histoire et de faire disparaître la marque du crime commis en 1947/1948 lors de la création de l'Etat colonial israélien. Le fondateur d'Israël avait dès le début donné la ligne : « nous devons tout faire pour assurer qu'ils ne reviendront jamais » avait déclaré Ben Gurion en juillet 1948.

L'offensive menée contre le droit au retour est multiforme et concertée.

Soutenus par les gouvernements des États Unis (Bush a depuis longtemps déclaré que les réfugiés ne pourront pas revenir en Israël) les dirigeants israéliens, de toutes les tendances politiques, sont évidemment les plus déterminés.

Le siège imposé à la population de Gaza depuis 2 ans est d'abord une guerre menée aux réfugiés : la population de la bande de Gaza est à plus de 70% composée de réfugiés et la volonté israélienne d'y rendre la vie impossible a beaucoup plus à voir avec la politique sioniste de nettoyage ethnique qu'avec l'intention souvent prêtée aux dirigeants israéliens de vouloir « punir les habitants » d'avoir voté pour le Hamas ou avec des « réactions disproportionnées » contre les tirs de rockets.

Comme la colonisation croissante et la construction du mur en Cisjordanie, comme la politique d'expulsion de leurs terres des Palestiniens du Nakhab, le siège de Gaza est le signe du caractère toujours actif du projet sioniste en Palestine et de son incompatibilité totale avec le retour des réfugiés.

Au plan international d'importantes négociations se déroulent actuellement, plus ou moins secrètement. Elles impliquent des dirigeants politiques occidentaux et japonais, des représentants des régimes arabes concernés par la présence de réfugiés sur leurs territoires ou sollicités pour supporter le coût financier des mesures envisagées, des institutions politiques et financières internationales etc.

L'objectif est de convaincre (notamment par la promesse d'indemnisations) ou, à défaut, de contraindre les réfugiés à renoncer à leur droit au retour.

Si, de la part de ces adversaires du Peuple palestinien, ces positions qui nient ouvertement les droits des réfugiés ne sont pas vraiment une surprise, on éprouve par contre de la colère à la lecture des propos tenus par ceux qui se présentent comme les défenseurs de ces droits.

S'agissant des réfugiés et de leur droit au retour, l'initiative « Paix comme Palestine » est une contribution directe à la politique qui vise à vider le droit au retour de son sens, tout en conservant quelques formulations qui peuvent induire en erreur les sympathisants de la cause palestinienne qui n'imaginent pas que ce droit puisse être abandonné..

Que disent les « appels » initiés à l'occasion de cette initiative ?

- « une solution juste du problème des réfugiés fondée sur la reconnaissance du tort qu'ils ont subi et des droits qui en découlent » lit-on dans l'appel des personnalités
- « un juste règlement du problème des réfugiés » affirme l'appel proposé à la signature des élus, après avoir regretté, dans un délicat euphémisme, que la guerre ait « conduit également à pousser à l'exode 800 000 Palestiniens devenus les réfugiés »

Le choix des intervenants confirme les intentions des organisateurs.

Elias Sanbar, d'abord. Il est l'inspirateur de la subtile distinction entre « reconnaissance du principe du droit au retour » et "exercice du droit". Elias Sanbar affirme qu'il veut d'abord qu'on lui reconnaisse son droit, mais que l'exercice de ce droit le regarde et qu'il est fort possible qu'il n'ait pas envie de l'exercer. Peut-être veut-il rassurer les Israéliens ou peut-être n'a-t-il pas le même vécu que les réfugiés de Nah el Bared ? Toujours est-il que contrairement aux comités des camps de réfugiés qui traitaient le document de Genève d' « agression sur le dos du peuple palestinien et d'attaque contre ses droits fondamentaux » Sanbar affirme :

« Ce qui est bien dans ce projet, c'est son côté très pédagogique, puisqu'il est la preuve concrète que rien n'est impossible. Finalement même s'il ne voit pas le jour, même s'il ne se concrétise pas, il aura quand même servi à donner la preuve que toutes les questions, même les soi-disant absolument insolubles, peuvent trouver une solution » Pour lui, si « le droit au retour n'est pas négociable », « son application l'est » [3] Dans un entretien publié dans l'Humanité le 04/04/2007, Ziad Abu Amr affirmait vouloir « régler la question des réfugiés par une négociation dans le cadre de la résolution 194 de l'ONU » Pourquoi « une négociation dans le cadre » ? Pourquoi pas « en appliquant la résolution 194 » ? La réponse est dans la suite de ses propos. Il affirme : « Je rappelle que cette résolution donne le choix entre le retour et l'indemnisation » Ziad Abu Amr ment deux fois ! Certes, cette résolution donne aux réfugiés « le choix », revenir ou ne pas revenir, mais la résolution 194 affirme le droit au retour ET le droit à « des compensations pour tout bien détruit ou endommagé » ! Et la 194 donne ce choix à chaque réfugié, sans en conditionner la réalisation pratique à une « négociation » Monique Chemillier Gendreau dit explicitement de ce que sont les intentions véritables des partisans de « la paix par le droit »

« Le pari est que le nombre de Palestiniens optant pour le retour en Israël soit approximativement le même que celui de réfugiés qu'Israël accepterait de recevoir. Si le premier nombre se révèle supérieur au second, le droit au retour affirmé par le droit international et repris par l'accord n'est plus réalisable pour tous les Palestiniens...Il faut souhaiter que ce pari hasardeux réussisse et que, entre le nombre de Palestiniens candidats au retour en Israël et celui de la proposition d'Israël, la différence soit insignifiante. » [4]

Dans une conférence organisée par l'AFPS elle enfonce le clou :

« C'est une astuce qui peut aboutir à la résolution du problème et de ses nombreux blocages... Ce faisant, on se donne du temps. Et si par miracle...se dessinait demain une dynamique de paix, il deviendrait possible de convaincre les Palestiniens de ne pas être trop nombreux à demander à revenir en Israël et de faire ainsi en sorte que le nombre de ceux qui demanderaient le retour en Israël s'approcherait du nombre, encore inconnu, mais dont on peut supposer qu'il ne sera pas très élevé, des réfugiés palestiniens acceptés par Israël »[5]

Michel Warschawski a signé l'appel des personnalités.

Pourtant, dans un article publié en 2001, il écrivait « Il ne fait aucun doute que l'enjeu majeur de la médiation Clinton est d'imposer aux Palestiniens le renoncement au droit des réfugiés à réintégrer leur pays et à récupérer leurs propriétés immobilières » [6] Faut-il en déduire que Michel Warschawski a changé d'avis ? Probablement. D'ailleurs, dans un article publié 3 ans plus tard, commentant le texte de Genève, il écrivait : « la suggestion de

Clinton de séparer une reconnaissance par Israël du droit au retour d'un processus négocié sur le retour véritable des réfugiés pourrait être un point de départ pour un accord sur cette question » [7]

Suivant les conseils d'Elias Sanbar, Michel Warschawski adoptait la distinction entre le principe (« reconnaître le droit ») et le « retour véritable » qui peut-être négocié ! En 2001, Michel Warschawski dénonçait « l'arnaque du plan Clinton » [6]

Qui donc « arnaque » les Palestiniens aujourd'hui ?

C'est évidemment à dessein que les organisateurs de l'événement ont choisi de tels « défenseurs » des droits des réfugiés : ils partagent pleinement ces analyses et veulent que les militants de base s'y rallient.

Intervenant récemment dans une conférence internationale sur la question des réfugiés tenue à Paris, Sylviane de Wangen, membre de la direction de l'AFPS, expliquait : « les réfugiés ne peuvent pas, au regard du droit international, se réclamer d'un droit individuel au retour dans un pays où ils ne sont pas nés, où ils n'ont jamais vécu, dont ils n'ont pas la nationalité et qui ne veut absolument pas d'eux »

Elle ajoutait : « une combinaison des textes de Taba et de Genève pourrait être la base d'un règlement » validant ainsi la thèse défendue par Sanbar, Chemillier Gendreau et tous les soutiens du « document de Genève » [8]

En octobre 2003, Dominique Vidal écrivait : « un accord démontre spectaculairement que la paix est possible... L'accord règle en effet, sur la base des propositions du président Clinton (décembre 2000) et des discussions de Taba (janvier 2001) toutes les questions en suspens » [9]

Notons d'abord que le texte de Genève ne comporte même pas l'expression « retour des réfugiés » (la version anglaise, la seule valable selon les signataires, parle de « the choice of permanent place of residence »)

Que dit-il à propos de ce « choix de résidence » ? Que chaque réfugié aura, individuellement, la possibilité de choisir un lieu de résidence entre plusieurs options possibles : Vivre en « Palestine » (on suppose qu'il s'agit d'une part du projet de cantons cisjordanien reliés par des tunnels et d'autre part du camp de concentration de Gaza) ; Rester dans leur « pays d'accueil » (comme dans le Royaume de Jordanie qui vient de leur interdire de manifester pour les 60 ans de la Naqba ?) ; Emigrer dans un pays tiers ; Dernier choix possible, aller en Israël, le texte précisant que, dans ce cas, le nombre de possibilités offertes sera « à la discrétion d'Israël »

Après quoi la question des réfugiés sera considérée comme résolue, leur statut sera supprimé et l'UNRWA disparaîtra.

On est là bien loin de l'exigence portée par toutes les coalitions et rappelée dans toutes les rencontres récentes de réfugiés : l'application de la résolution 194 votée par l'ONU et donc le droit au retour des réfugiés palestiniens dans leurs foyers.

Le droit au retour, c'est le droit de revenir là où on vivait avant d'en être chassé par la violence de la colonisation et, pour les descendants nés en exil, c'est le droit de revenir là où on serait né et où on aurait grandi si la famille n'en avait pas été expulsée par la force.

La première exigence des réfugiés, ce n'est pas d'avoir un Etat, ce n'est pas d'avoir un passeport, ce n'est pas de susciter de la compassion ni d'obtenir des excuses : c'est de rentrer chez eux ! Et peu leur importe que « chez eux » il y ait, ou non, un Etat prétendant être là soit par la volonté divine, soit grâce au vote d'un organisme démuné de tout droit de distribuer des territoires à qui bon lui semble, soit enfin par le recours à la force.

Ils ne veulent pas d'un « droit affirmé dans son principe » mais dont l'application serait subordonnée à "la négociation", c'est-à-dire au rapport de forces et, en définitive, à la volonté des Israéliens.

Mais même si les réfugiés n'en veulent pas, il faut convaincre du contraire les militants de la solidarité.

A la parole des « spécialistes » et des « anticolonialistes », on va donc ajouter la parole de Leila Shahid et de Hind Khoury, apparemment plus fréquentables que les anciens « représentants légitimes du Peuple palestinien » depuis que le degré de corruption régnant au sein du Fatah et l'existence de forces maffieuses répressives au cœur même de l'appareil de l'Autorité sont devenus un peu trop visibles.

Nul doute que nos « représentantes de la Palestine » s'inspireront de la position du Président Abbas qui les a nommées.

S'agissant des réfugiés, celui-ci n'avait pas attendu Bush pour convenir dès 1994 que « les exigences de la nouvelle ère de paix et de coexistence aussi bien que les réalités qui ont été créées sur le terrain depuis 1948 ont rendu impraticable l'application du droit au retour » [10]

Ils refusent de boycotter Israël mais ils boycottent les Palestiniens qui résistent.

« Autant dire que la promesse d'Annapolis ne se transformera en acte que si la communauté internationale – et en premier lieu l'Europe - s'engage à créer les conditions d'une souveraineté pleine et entière garantissant aux Palestiniens une égalité en droit avec leurs voisins. » peut-on lire dans le dossier de presse de Paix comme Palestine

Voilà qui éclaire la formule un peu obscure de l'appel : « nouvelles tentatives de négocier une solution qui s'inscrivent dans l'agenda diplomatique »

« Transformer la promesse d'Annapolis en acte », tel est le programme proposé par les responsables de la plate-forme aux militants de la solidarité !

Mais est-ce cela que les Palestiniens qui poursuivent la lutte nous demandent ?

Apparemment pas, puisque après avoir condamné la participation à cette conférence, ils écrivaient : « A Annapolis, l'Autorité n'a pas soulevé la question des Palestiniens à l'intérieur de la ligne verte ni du droit au retour, ni du siège criminel de Gaza... » [11] Mais on ne risque pas d'entendre ces voix à la réunion de la porte de Versailles. Aucun représentant de Anti Apartheid Wall Campaign[12], aucun représentant de la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions, aucun porte-parole du PACBI[13] ni même du PNGO[14], qui fut pourtant longtemps l'interlocuteur privilégié de l'AFPS et des responsables de la plate-forme des ONG.

Serait-ce parce que, sous les coups de boutoir des gouvernements israéliens successifs, des responsables d'ONG, longtemps favorables à la stratégie de négociation, ont fini par se résoudre à juger que le Sionisme n'avait pas changé et que l'intention d'Israël était bien de « remplacer un peuple par un autre sur la terre de Palestine » ? [15]

Ou est-ce parce que, lassées d'attendre que la communauté internationale mette ses multiples résolutions en pratique, des organisations palestiniennes ont pris l'initiative d'appeler au développement d'une campagne internationale de boycott d'Israël, précisant 3 ans après son lancement que « la campagne BDS ne cible pas seulement l'économie israélienne, mais elle remet en cause la légitimité d'Israël en tant qu'état colonial » [15]

Ou encore est-ce parce que ces voix palestiniennes s'élèvent pour nous mettre en garde contre les illusions et les manœuvres de récupération visant à faire de la lutte menée par les habitants de Bil'in l'alpha et l'oméga de « la résistance non-violente de la société civile palestinienne », en nous rappelant notamment que l'objectif de la lutte contre le mur n'est pas de changer son tracé et que l'objectif de toutes les manifestations et de toutes les initiatives, qui sont nombreuses en Palestine, est la libération de chaque cm² de terre confisquée par l'occupation coloniale ? [16]

Est-ce pour cela que ces organisations sont devenues infréquentables pour la petite élite qui prétend au monopole de la solidarité pour mieux la maintenir dans l'impuissance ?

Evidemment, on ne trouvera pas non plus de représentant de l'une ou l'autre des coalitions palestiniennes pour le droit au retour, ni aucun représentant des Palestiniens de 48, totalement ignorés dans les appels de la plate forme et dans ses explications des raisons et des enjeux du conflit.

De même, alors qu'on nous explique que les forces de la solidarité ne doivent pas entrer « dans un débat qui n'est pas le leur, le conflit inter-palestinien » [17] on se garde bien d'inviter d'autres représentants politiques que les porte-voix en France et en Europe de Abbas et de Fayad.

On n'y entendra donc pas, même en duplex, la parole des représentants de la majorité élue en 2006 par les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie. Pas de Hamas donc, mais pas non plus le Jihad ou le FPLP ou de militants du Fatah qui affirment leur volonté de poursuivre la lutte et leur désaccord avec leur direction.

Il est en effet difficile de donner la parole à ceux qui n'ont pas renoncé à l'utilisation des armes quand une bonne partie des organisateurs de Paix comme Palestine les assimilent à des « terroristes » et leur dénie le droit de résister autrement que suivant les règles qu'ils ont fixées à leur place.

Nos « partisans de la paix » préfèrent donner la parole à une représentante palestinienne qui en 2004 appelait les jeunes Palestiniens de France à rejeter « le règne de la haine et de la vengeance », à « poursuivre à tout prix le dialogue et à l'approfondir », pour mieux continuer « le travail de connaissance de l'Autre et de construction des bases d'une réconciliation à venir. [18]

De même, pour ceux comme Dominique Vidal dont le principal souci reste d' « offrir à Israël une pleine légitimité, une normalisation complète avec tous ses voisins et, du coup, une garantie de survie à long terme » [19] le propos délicat d'Hind Khoury suivant lesquels « Nous avons besoin d'un dirigeant israélien courageux, un nouveau Rabin, qui puisse sceller la paix dans cette région qui a trop souffert » [20] est nettement plus rassurant que la vindicte vengeresse de ceux qui écrivent que « pour les opprimés et occupés, la lutte incessante et la résistance, en utilisant tous les moyens nécessaires, ne sont pas seulement notre droit mais notre devoir » ? [21]

Et peu importe que sous le gouvernement de Rabin le rythme de construction des colonies n'ait pas fléchi.

Elles parleront donc au nom de « la Palestine »

Elles ne sont pourtant que les fonctionnaires d'une Autorité moribonde, désignées par un Président politiquement impotent et appointées par un gouvernement illégitime qui n'existe que parce que les Israéliens ont mis la moitié des membres Hamas du Conseil législatif palestinien en prison et par le chantage au versement des salaires, grâce à l'argent des puissances occidentales et notamment de l'Europe.

Elles représentent aussi Salam Fayyad, un Premier Ministre choisi par le gouvernement des Etats-Unis, pur produit du FMI et de la Banque mondiale, moitié banquier et moitié flic, qui se targue tout à la fois de vouloir attirer les investisseurs et « rétablir l'ordre » (lire : protéger les colons sionistes de la résistance palestinienne)

L'unité n'est pas la confusion.

De quelle « cohésion » ou « unité » est-il question ?

Pour aider à mieux tromper les réfugiés ?

Pour applaudir les représentantes d'une Autorité palestinienne qui ne combat pas l'occupation, qui participe activement au siège des habitants de Gaza en collusion avec les Israéliens, les Egyptiens et les Européens présents à Rafah et qui tente par tous les moyens de maintenir ses privilèges ?

Pour faire durer les illusions de l'existence d'un « processus de paix » et de « la nécessité de contribuer au dialogue » ?

Pour donner la parole à des diplomates qui parlent au nom d'un gouvernement illégitime qui réprime les Palestiniens qui manifestent contre la conférence d'Annapolis et qui envoie des troupes financées, armées et entraînées non pour combattre l'occupation mais pour arrêter et assassiner des résistants à Jénine et à Naplouse ?

Pour cautionner la mise à l'écart des porte-parole de la résistance palestinienne dans sa diversité (appel au boycott, lutte armée, soutien au droit au retour, libération des prisonniers, levée du siège de Gaza etc.) et pour les remplacer par des responsables d'ONG qui émargent au budget de l'USAID (le bras humanitaire de la CIA) ?

Faudrait-il faire l'unité avec ceux qui veulent empêcher le développement d'un mouvement international en faveur du droit au retour, dans le but d'accentuer le sentiment d'isolement et d'abandon ressenti dans les camps et pour faire céder les réfugiés aux propositions qui leur seront faites ?

Et c'est aussi probablement au nom de « l'unité » qu'un certain nombre de responsables d'associations et d'organisations font le grand écart, tentant de tenir simultanément des positions tout à fait incompatibles. On pourrait donc dire tout et son contraire : Qualifier de « hold-up » la proclamation de l'Etat d'Israël mais aller applaudir celui qui désigne le même événement par « guerre d'indépendance » [19] ; Dénoncer Annapolis comme « une conférence de guerre » mais aussi initier une action dont la finalité affichée est de « transformer la promesse d'Annapolis en actes » ; Dénoncer la complicité du mouvement colonial sioniste avec l'Occident dans le crime de la Naqba mais aussi applaudir ceux qui expliquent que la racine du problème est liée au fait que « le plan de partage n'a pas été mis en œuvre » ; Ecartier pendant près de trois ans l'appel des organisations palestiniennes au boycott d'Israël, pour certains s'y déclarer aujourd'hui favorable mais dans le même temps soutenir un appel qui, en guise d'action, propose en tout et pour tout d'appeler le gouvernement français à « passer de la parole aux actes » ?

C'est ainsi que défiler pour le droit au retour et pour l'autodétermination pourrait « être « complémentaire » avec appeler à soutenir des « défenseurs du peuple palestinien » qui se targuent de soutenir « une astuce » permettant de « convaincre les Palestiniens de ne pas être trop nombreux à demander à revenir en Israël » ! Comment Michel Warshawski peut-il écrire que « l'Autorité palestinienne est devenue une véritable force auxiliaire des Israéliens » [22] tout en partageant la tribune avec deux de ses fonctionnaires, chargées de maintenir le mouvement de solidarité dans l'impasse pendant que leurs copains vendent la Palestine et emprisonnent les résistants ?

Qui peut-croire qu'une telle confusion peut permettre de rassembler largement en faveur des droits des Palestiniens et de faire avancer les gens de bonne volonté ? L'existence éventuelle d'une division créée par des clivages sectaires doit être combattue.

Mais sommes-nous en présence de « clivages sectaires provoqués par des extrémistes » ou existe-t-il des divergences réelles sur les positions qu'il convient de prendre dans le conflit ?

- Droit au retour des réfugiés en application stricte de la résolution 194 ou négociation des conditions de son application ?

- Boycottage réel et rupture des relations et échanges économiques, diplomatiques et culturels avec toutes les institutions israéliennes ou boycottage sélectif de quelques produits venant des « colonies illégales » de Cisjordanie ?

- Soutien à l'ensemble du Peuple palestinien qui résiste au nettoyage ethnique, « qu'il vive sur ses terres – Cisjordanie et Bande de Gaza -, sur celles de 1948, qu'il soit réfugié ou dans la diaspora » ou intérêt humanitaire sélectif, -en réalité quasi exclusif-, envers la situation misérable des Palestiniens des « territoires occupés » ?

- Soutien inconditionnel à la résistance du Peuple palestinien, dans toutes les formes qui lui paraissent nécessaires compte tenu de la situation qui lui est imposée ou soutien exclusif à une certaine vision de « la résistance non violente » ?

Tout militant honnête peut comprendre qu'on est évidemment en présence de réelles divergences, qui ont des conséquences pratiques sur l'action de solidarité, celle qu'on mène ici et celle qu'on peut mener là-bas aux côtés des Palestiniens.

Comment, par exemple, ne pas voir dans l'existence de ces divergences les raisons pour lesquelles l'appel palestinien au boycott n'a pas suscité en France de réponse de la part des « grandes associations » et des différents réseaux qui affirment leur solidarité avec les droits des Palestiniens ?

Sinon, pourquoi cet appel à l'action qui a inspiré des organisations syndicales en Grande Bretagne, au Canada et en Afrique du sud, des Eglises de diverses obédiences en Grande Bretagne et aux Etats-Unis, qui a suscité de vifs débats dans des Universités...n'a-t-il rien provoqué de tel ici ?

Autre exemple : y a-t-il accord au sein du mouvement de solidarité pour suivre l'évolution préconisée par Michel Warshawski dès fin 2005 ? Appelant le mouvement de solidarité à faire preuve « d'une grande responsabilité » il déclarait notamment : « Il vaut mieux adapter les objectifs des mobilisations au niveau du possible » Enumérant divers facteurs qui « nous obligent peut-être de réviser à la baisse certaines de nos revendications » il concluait : « Il faut comprendre que ce qui était audible il y a deux ans n'est plus audible aujourd'hui, et cela nous oblige à revoir nos objectifs » [23]

Devons-nous « revoir nos objectifs » au point de rallier le mouvement de solidarité aux « paramètres de Clinton », à commencer par l'abandon de l'exigence du droit au retour des réfugiés ?

Est-ce l'objectif de la « stratégie de paix » dont parle Bernard Ravenel ?

Les bases et la nature du mouvement de soutien sont liées à l'analyse des racines du conflit.

« Hélas, le plan de partage adopté par l'assemblée Générale des Nations Unies...ne sera pas mis en œuvre...Ainsi ont été créées les conditions d'un interminable conflit » [24] C'est la thèse mainte fois exprimée par Alain Gresh et Dominique Vidal [25] qui exercent tous deux une grande influence au sein du mouvement de solidarité en France.

Il s'agit là de la clef de voûte de l'analyse qui fonde la politique de la direction de l'actuel mouvement de solidarité : Le conflit prendrait racine non dans la colonisation sioniste de la Palestine mais dans la non-application de la décision de partage.

Cette analyse permet de gommer une question clef pour la compréhension des vraies racines du conflit : la nature coloniale de l'Etat d'Israël.

Réduire le vote de l'ONU en 47 à une injustice, c'est faire fi des dizaines d'années de colonisation sioniste qui précèdent la décision de partage : Une colonisation marquée du sceau du nationalisme ethnique réactionnaire du Sionisme et identifiée comme un projet d'expulsion de ses terres du peuple indigène présent.

Le vote de l'ONU est le signe donné aux dirigeants sionistes pour aller de l'avant dans leur projet colonial d'expulsion et de dépossession des Palestiniens, lesquelles sont inhérentes au Sionisme et à son projet de création d'un « Etat juif »

Dans la mise en oeuvre de la décision de partage, le problème n'est pas l'absence d'un Etat palestinien. Le problème c'est la création d'un état colonial, appelé à se développer, à poursuivre son objectif d'expulsion et de destruction du peuple palestinien.

Le problème, c'est le partage lui-même.

La Naqba ne fut pas la conséquence malheureuse d'une « guerre d'indépendance du peuple juif. »

Elle fut une étape décisive de la colonisation sioniste de la Palestine, condition nécessaire à la proclamation de l'Etat juif qui prit le nom d'Israël.

Cette étape n'était pas la dernière.

La Guerre de 1967 en fut une autre et ce à quoi nous assistons aujourd'hui est la poursuite logique d'une occupation coloniale commencée il y a plus d'un siècle. L'Etat d'Israël est inexorablement lié au projet colonial sioniste, celui-ci est toujours actif et poursuit son objectif de conquête de toute la Palestine.

C'est pourquoi il est absurde de vouloir déconnecter la question d'Israël de celle du Sionisme, voire d'imaginer un Etat d'Israël s'émancipant du Sionisme. [26]

L'émancipation de tous les peuples de la région passe par la défaite du Sionisme et par le démantèlement de l'Etat d'Israël qui en est la réalisation.

Ceux qui pensent que la question politique du Sionisme est devenue obsolète et que la seule chose qui compte, puisque « l'existence d'Israël est devenue un fait accompli incontestable », c'est la politique des gouvernements israéliens, se trompent lourdement. L'affirmation que l'Etat d'Israël est fait pour durer est un des deux piliers de la politique impérialiste à l'égard du conflit arabo-sioniste, l'autre étant la liquidation du retour des réfugiés.

L'objectif de la reconnaissance d'Israël par les Arabes et notamment de la reconnaissance de son droit à une existence souveraine est le but et le triomphe idéologique du Sionisme.

Cette incompréhension des racines et de la nature du conflit mène inévitablement à la thèse du "consensus international existant sur la seule solution possible : la création d'un Etat palestinien » [27]

Analysant les négociations de Camp David en juillet 2000, les critères de Clinton de décembre 2000 et le relevé des conclusions des négociations de Taba en janvier 2001, les partisans de cette thèse en déduisent que « ces textes montrent qu'un accord est possible »[27]

Mais leur enthousiasme pour ces bouts de papier n'a d'égal que leur aveuglement face à la réalité des faits qui démentent chaque jour un peu plus la possibilité d'un quelconque compromis avec l'idéologie sioniste et avec l'Etat d'Israël qui est aussi devenu un chien de garde de l'Impérialisme.

C'est la leçon du passé et c'est aussi ce qui sera à nouveau démontré dans un proche avenir avec le rôle d'Israël dans l'embrasement annoncé de toute la région.

Un soutien à la résistance palestinienne sans complexes et sans réserves.

On lit et on entend parfois qu'une raison essentielle des difficultés rencontrées dans l'expression de la solidarité serait que "la question du conflit israélo-palestinien est complexe ".

A une « question complexe » il ne saurait exister de réponse simple...

Il serait notamment nécessaire d'introduire des paramètres tels que le génocide des Juifs, l'antisémitisme et la question du terrorisme. Ces éléments incontournables auraient pour conséquence d'interdire les positionnements trop partisans et nécessiteraient des approches qui évitent tout radicalisme. [28]

La lutte menée par le Peuple palestinien est une lutte contre une occupation coloniale commencée il y a plus d'un siècle et favorisée par les principales puissances impérialistes qui ont tour à tour dominé la région du Moyen Orient.

Le peuple palestinien n'a aucune responsabilité dans le génocide des Juifs d'Europe, il est totalement étranger aux manifestations d'antisémitisme qui ont nourri le développement du nationalisme sioniste de même qu'à l'éventuelle résurgence d'actes antisémites en France ou ailleurs dans le monde.

Par ailleurs, le fait qu'il résiste à une occupation coloniale l'exonère par avance de tout soupçon de « terrorisme » : il s'agit de résistance de la part d'un peuple qui n'a pas le choix des armes, du fait de son isolement (notamment à cause de la débilite de notre "solidarité")

Une force anticoloniale ne se détermine ni à partir des sentiments de culpabilité fabriqués et entretenus au sein des opinions publiques des Etats occidentaux qui ont permis le génocide, ni à partir des réflexes de peur qui peuvent effectivement exister au sein de la population de l'Etat colonial.

Un mouvement anticolonial soutient la lutte de libération menée par le peuple opprimé pour mettre fin à l'occupation et pour pouvoir user de son droit à disposer de lui-même.

Ce n'est pas une « question complexe »

C'est une position anti-impérialiste élémentaire.

La question nous est posée : allons nous construire un mouvement anticolonial de soutien à une lutte de libération ?

En répondant oui, nous aiderons le peuple palestinien en contribuant à l'isolement de l'Etat d'Israël. Nous aiderons aussi le renouveau et le développement des forces de la résistance palestinienne.

Au moment où la politique impérialiste de la canonnière menace une nouvelle fois de mettre à feu et à sang toute la région du Moyen-Orient, le traitement réservé à la question des droits des réfugiés palestiniens devient plus que jamais un critère absolu d'appartenance à l'un ou l'autre des camps en présence : avec les peuples qui

luttent pour leur émancipation ou avec l'impérialisme qui mène la guerre aux peuples pour maintenir sa domination.

Les dirigeants sionistes en ont toujours été conscients : le retour de millions de réfugiés signifie le démantèlement de l'Etat bâti sur l'expulsion initiale et dont l'objectif demeure le nettoyage ethnique de toute la population arabe palestinienne.

Le retour des réfugiés marquerait la fin de l'Etat exclusivement juif voulu par ses fondateurs.

Pour l'Impérialisme, ce serait la disparition de son principal instrument de maintien de l'ordre capitaliste par le contrôle des peuples arabes et des richesses de la région.

Dès le début de la mise en oeuvre de leur projet, les dirigeants sionistes ont compris la nécessité de bénéficier du soutien d'un impérialisme puissant pour protéger l'Etat juif de l'inéluctable refus arabe de cet état colonial.

Dès lors, le sort d'Israël était inévitablement lié à celui de l'impérialisme : les dirigeants sionistes savent que la survie de l'Etat juif est entièrement dépendante du maintien de la domination impérialiste dans la région.

Pour cette raison et comme les faits l'ont encore démontré en 2006 lors de l'agression contre le peuple libanais, l'Etat d'Israël est et restera toujours une menace et un agresseur potentiel contre les peuples arabes du Moyen Orient.

Ceux qui protègent aujourd'hui l'Etat d'Israël du retour des réfugiés se retrouveront demain à ses côtés, embarqués comme tous les autres supplétifs au sein de la coalition impérialiste qui veut poursuivre et amplifier la guerre contre les peuples.

Sur la question des réfugiés palestiniens, comme demain lors des agressions annoncées contre les peuples du Liban, de Syrie et d'Iran, l'heure de vérité approche

1. www.ism-france.org/news/article.php...

2. Voir notamment les textes : Vers la fondation d'une stratégie de défragmentation ; Déclaration de principes des droits nationaux ; La Palestine pour laquelle nous nous battons ; Rapport de synthèse de la 1ère conférence palestinienne pour le boycott. Disponibles sur www.ism-France.org

3. La question des réfugiés et le droit au retour voir <http://www.france-palestine.org/art...>

4. Les bases juridiques de l'accord de Genève voir <http://www.monde-diplomatique.fr/20...>

5. Voir <http://www.france-palestine.org/art...>

6. Rouge n° 1904

7. News from within, mai 2004

8. <http://www.un.org/News/fr-press/doc...>

9. <http://www.monde-diplomatique.fr/do...>

10. <http://electronicintifada.net/bytop...>

11. <http://stopthewall.org/analysisandf...>

12. <http://www.stopthewall.org/>

13. <http://www.pacbi.org/>

14. <http://www.pngo.net/english/default.asp>

15. 1ère conférence palestinienne pour le Boycott d'Israël (BDS) voir <http://ismsuisse.org/news/article.p...>

16. <http://stopthewall.org/analysisandf...>

17. Sylviane de Wangen <http://www.france-palestine.org/art...>

18. Leila Shahid, présentation d'une publication MRAP-SICO, septembre 2004

19. Dominique Vidal, politique de la force, force de la politique Manière de voir, Monde diplomatique, Histoires d'Israël.

20. <http://www.protection-palestine.org...>

21. www.ism-france.org/news/article.php...

22. Michel Warshawski, Programmer le désastre, Editions La Fabrique

23. Solidarités, 20/12/2005, consultable <http://www.legrandsoir.info/spip.ph...>

24. Aux origines de l'Etat » ; Dominique Vidal, dans Histoires d'Israël, Manière de voir, le Monde diplomatique avril mai 2008

25. Voir leur préface « la fin d'un rêve » à la nouvelle édition de leur livre « Un partage avorté »

26. C'est, avec quelques variantes, la thèse commune de tous les « post-sionistes » Lire, entre autres, les récentes contributions de Avnery, Burg etc.

27. Voir Alain Gresh « Palestine les bases de la solidarité » dossier publié par l'AFPS et notamment le document antérieurement publié au sein d'ATTAC, « Tentative de définition des bases d'une solidarité »

28. Cf. Alain Gresh, texte cité.

<http://www.mondialisation.ca/>

16 mai 2008

5-4 Jean Baumgarten : Palestine ... Le partage ou la paix.

Palestine ... Le partage ou la paix. Je suis entièrement d'accord avec l'article de Pierre Yves Salingues : ce qui caractérise fondamentalement la position actuelle des "modérés" ou des "gens réalistes" c'est leur alignement explicite ou non sur les positions de Mahmoud Abbas qui s'expliquent elles mêmes par la position de "privilegiés" sur laquelle ils s'appuient ... Mahmoud Abbas est un privilégié comme tous les membres de son "pouvoir" et au fond on pourrait dire la même chose de tous ceux qui au nom du "réalisme" (ainsi Hind Khoury, Leila Shahid, Alain Gresh, Dominique Vidal etc) prônent le plus vite possible un accord de paix avec le gouvernement israélien et sont prêts aujourd'hui à brader le droit au retour des Palestiniens et à le réduire à pratiquement zéro ! Mais rien

ne s'arrête en politique : si nous considérons les événements israélo-palestiniens depuis une soixantaine d'années (au moins) tout nous prouve que les dirigeants israéliens de gauche comme de droite (y compris bien entendu Ytshac Rabin qui malgré les accords d'Oslo continua la politique de colonisation) ont suivi la même politique à quelques petites nuances près ! Nous arrivons aujourd'hui à une impasse à moyen terme pour le gouvernement israélien : l'indépendance politique est impossible pour le peuple palestinien (qui serait condamné à vivre dans un pays dominé par une politique d'apartheid avec un pays coupé en quatre où les gens ne pourraient circuler, une sorte de Bantoustan comme celui qui existait en Afrique du Sud avant l'indépendance) . Seul un Etat ou un groupe d'Etats (européen) aurait la force s'il(s) le voulait(ent) de mener des pressions très fortes sur l'Etat israélien pour le contraindre à prendre différentes mesures (qui en fait signifieraient la fin de l'Etat Juif) :

Mariage civil

service militaire pour tous les citoyens .

Tous les citoyens seraient "israéliens" (finis les israéliens juifs, arabes ...)

Arrêt du droit du fonds national juif de monopoliser tous les achats et ventes de terres.

Mise au point nationale d'un inventaire total des terres et des maisons expropriées en Israël depuis soixante ans et mise au point d'une procédure de remboursement.

Suppression de tout ce qui fait actuellement des citoyens israéliens arabes des êtres secondaires ...

La lutte pour le droit au retour des Palestiniens doit s'accompagner d'une lutte identique contre les discriminations existant en ISRAËL même : Israël est un Etat colonial, raciste ... C'est à ce titre qu'il faut le dénoncer partout et à toutes occasions ! Cela étant dit tout concourt , à moyen terme à la déconfiture du sionisme en tant que théorie et pratique : dans une trentaine d'années environ il y aura une majorité d'israéliens d'origine arabe ce qui impliquera de facto la fin du sionisme. Mais faut-il attendre encore trente ans ?

18 mai 2008,

[Jean Baumgarten](#)

Jean Baumgarten (auteur notamment de) :

" En finir avec le sionisme" - épuisé - " Pâle Palestine " jeu dramatique sur la victoire du Hamas aux elections de janvier 2006 ...